

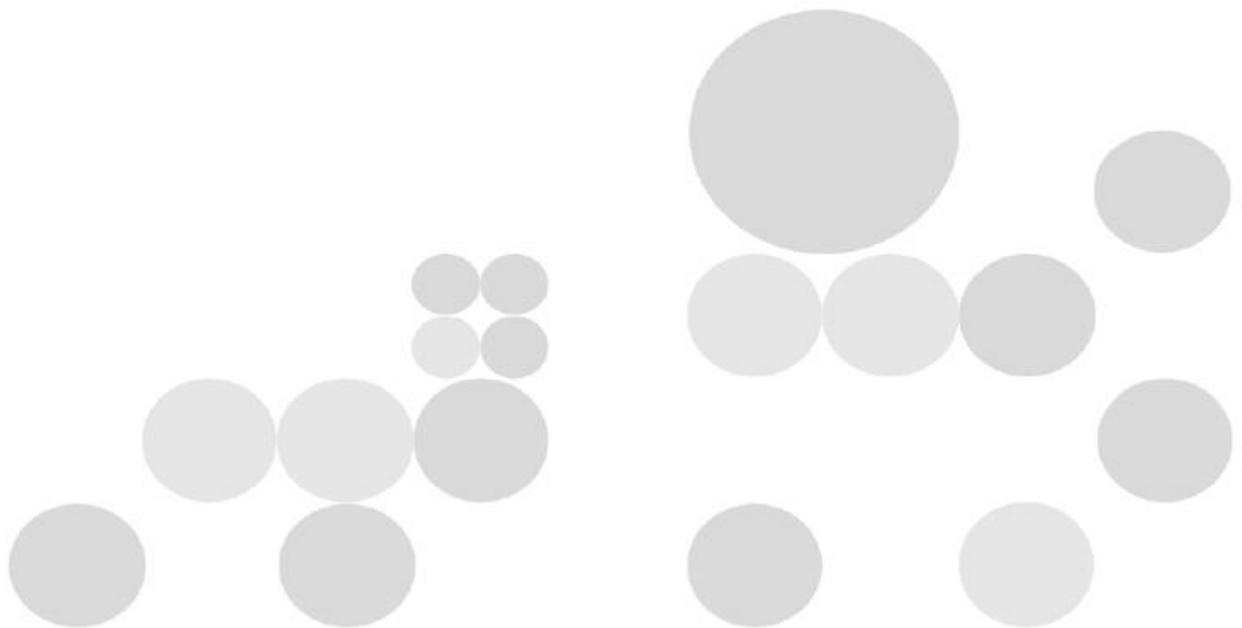


RAPPORT FINANCIER DU TROISIÈME TRIMESTRE

EXERCICE 2016

COMPTE RENDU.....PAGE 2

ÉTATS FINANCIERS ET NOTES.....PAGE 16



COMPTE RENDU

MODE DE PRÉSENTATION

La Monnaie royale canadienne (la « Monnaie ») a préparé le présent rapport comme l'exige l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*¹ en appliquant la norme émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Le présent compte rendu doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés non audités.

La Monnaie a préparé les états financiers consolidés résumés non audités pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016 et le 26 septembre 2015 conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

En parcourant tout énoncé prospectif, les lecteurs sont priés de garder à l'esprit la mise en garde figurant à la fin du présent rapport de gestion.

FAITS SAILLANTS DE NATURE FINANCIÈRE

- Le résultat consolidé après impôts a atteint 2,4 millions de dollars alors qu'il avait correspondu à une perte de 43,6 millions à la même période de 2015. En 2015, la Monnaie avait constaté une perte de valeur avant impôts de 65,5 millions de dollars par suite d'un examen stratégique détaillé et d'une évaluation des conséquences des amendements apportés en 2014 à la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*. Le résultat consolidé avant impôts et perte de valeur s'est dégagé à 4,2 millions de dollars, contre 10,7 millions pour la période correspondante de 2015. La baisse a découlé du rétrécissement des marges de la Ligne commerciale des produits numismatiques et du ralentissement de la demande des produits d'investissement au cours du trimestre.
- Les expéditions de pièces et de flans à des pays étrangers ont augmenté de 54 % dans le trimestre, ce qui reflète le raffermissement de la demande des produits multicouche de la Monnaie ainsi que sa capacité à combler les exigences de sa clientèle.

Soucieuse d'atteindre ses objectifs, la Monnaie s'efforce d'accroître constamment sa rentabilité par une gestion prudente de ses finances et par des activités efficaces. Elle analyse son rendement au moyen de paramètres significatifs pour ses clients, ses partenaires commerciaux et ses employés. Les mesures présentées ci-dessous lui permettent de surveiller sa capacité à améliorer son rendement et à créer de la valeur.

¹ *Loi sur la gestion des finances publiques*, LRC 1985, c. F-11

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
COMPTE RENDU

Période de 39 semaines close le 1^{er} octobre 2016
 (Non audité)

Résultats consolidés et rendement financier

(en millions de \$ CA pour les périodes closes le 1^{er} octobre 2016 et le 26 septembre 2015)

	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	1 ^{er} oct. 2016	26 sept. 2015 Chiffres retraités (note 3)	Variation en \$	Variation en %	1 ^{er} oct. 2016	26 sept. 2015 Chiffres retraités (note 3)	Variation en \$	Variation en %
Produit	553,8 \$	762,1 \$	(208,3) \$	(27)	1 752,0 \$	1 686,5 \$	65,5 \$	4
Résultat avant impôts et perte de valeur	4,2	10,7	(6,5)	(61)	33,1	27,0	6,1	23
Perte de valeur	-	(65,5)	65,5	100	-	(65,5)	65,5	100
Résultat avant impôts	4,2	(54,9)	59,1	108	33,1	(38,5)	71,6	186
Résultat après impôts	2,4	(43,6)	46,0	106	25,1	(35,8)	60,9	170

	Au			
	1 ^{er} oct. 2016	31 décembre 2015 Chiffres retraités (note 3)	Variation en \$	Variation en %
Trésorerie	93,3 \$	140,8 \$	(47,5) \$	(34)
Stocks	86,8	79,1	7,7	10
Immobilisations	181,6	188,0	(6,4)	(3)
Total de l'actif	395,6	439,3	(43,7)	(10)
Fonds de roulement	134,4	128,0	6,4	5

Note : L'exercice de la Monnaie se termine le 31 décembre.

Le produit consolidé du trimestre clos le 1^{er} octobre 2016 a accusé une baisse de 27 %, passant ainsi de 762,1 millions de dollars pour la période correspondante de 2015 à 553,8 millions, baisse essentiellement imputable au fléchissement de la demande des produits d'investissement, ce qui a été contré par la hausse du produit de la Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation. Les charges d'exploitation du trimestre ont reculé de 9 % et se sont chiffrées à 31,4 millions de dollars, comparativement à 34,5 millions, avant la perte de valeur, pour la même période de l'exercice précédent. L'écart s'explique principalement par une réduction des frais de marketing et ventes dans le trimestre à l'étude.

Le résultat consolidé avant impôts du trimestre s'est comprimé de 61 % pour s'établir à 4,2 millions de dollars, contre 10,7 millions, avant la perte de valeur, pour la même période de 2015. Cette diminution provient essentiellement de la contraction des marges de la Ligne commerciale des produits numismatiques et de l'érosion de la demande du marché pour des produits d'investissement.

Le résultat consolidé après impôts s'est amélioré de 106 % pour s'établir à 2,4 millions de dollars, alors qu'il avait correspondu à une perte de 43,6 millions, compte tenu d'une perte de valeur de 65,5 millions, pour la même période de 2015.

En regard de celles au 31 décembre 2015, la baisse des liquidités, au 1^{er} octobre 2016, a découlé surtout du versement d'un dividende de 31,0 millions de dollars au gouvernement du Canada, de dépenses en immobilisations de 8,8 millions et de diverses activités d'exploitation, d'un montant net de 7,2 millions.

Le produit consolidé des 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016 s'est situé à 1 752,0 millions de dollars, en hausse de 4 % par rapport à celui de la période correspondante de 2015, ce qui a résulté des augmentations enregistrées par toutes les lignes commerciales à but lucratif. En cumul annuel, le résultat consolidé avant impôts s'est raffermi de 23 % pour s'établir à 33,1 millions de dollars, contre 27,0 millions, avant la perte de valeur, pour la même période de 2015. La progression de ce résultat a découlé essentiellement du repli des charges d'exploitation. Le résultat après impôts s'est renforcé de 170 %, atteignant ainsi 25,1 millions de dollars, alors qu'une perte de 35,8 millions, après la perte de valeur de 65,5 millions, avait été inscrite en 2015.

Comparaison des résultats réels et de ceux prévus pour 2016

La Monnaie a, pour les 13 et les 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016, enregistré un produit consolidé supérieur à celui auquel elle s'attendait, ce qui a découlé de celui fort élevé qu'a enregistré la Ligne commerciale des produits et services d'investissement, facteur imputable en partie à la majoration des prix des métaux précieux. La Monnaie n'a pu réaliser le résultat consolidé inscrit à son budget étant donné que le produit et les marges de la Ligne commerciale des produits numismatiques ont été plus faibles que ceux prévus.

FAITS NOUVEAUX AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Retraitement des chiffres des périodes antérieures – Produit généré par les produits numismatiques

En établissant les états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre clos le 1^{er} octobre 2016, la Monnaie a déterminé qu'un ajustement lié aux chiffres des périodes antérieures et ayant trait à la vente de produits numismatiques vendus à leur valeur nominale exigeait un retraitement de ces chiffres.

Dans le passé, les ventes de produits numismatiques vendus à leur valeur nominale étaient inscrites dans les produits des activités ordinaires et une provision pour les rachats et retours sur ventes prévus était constituée en fonction des tendances passées quant aux rachats et retours d'autres produits numismatiques. En 2016, la Monnaie a procédé à un examen exhaustif du programme des produits vendus à leur valeur nominale ainsi que de leurs rachats et retours jusqu'alors. Les produits vendus à leur valeur nominale n'ont pas les mêmes caractéristiques que les autres produits numismatiques puisque leur valeur nominale équivaut à leur prix d'achat, ce qui, combiné à la période indéfinie des rachats et des retours qu'autorisent les politiques et pratiques

actuelles de la Monnaie à cet égard, fait en sorte que les produits vendus à leur valeur nominale sont beaucoup plus susceptibles d'être rachetés ou retournés que les autres produits numismatiques. Par conséquent, les tendances passées des rachats et retours d'autres produits numismatiques ne peuvent servir à estimer ceux des produits vendus à leur valeur nominale, et il n'existe aucune autre méthode de calcul à la fois fiable et raisonnable. Par suite de cet examen, il a été établi qu'aucun produit des activités ordinaires ne devrait être constaté avant qu'une estimation raisonnable des rachats et retours puisse être faite.

La Monnaie est d'avis que le prix du marché de l'argent et la durée pendant laquelle des rachats et retours peuvent être acceptés constituent les principaux facteurs qui influent sur sa capacité à estimer les rachats et retours de manière fiable. Au 1^{er} octobre 2016, le prix du marché de l'argent était grandement inférieur à la valeur nominale des pièces en argent. En outre, la Monnaie n'a, pour le moment, pas l'intention de fixer une date limite concernant ses politiques en matière de rachat et de retour. C'est pourquoi une provision représentant la valeur cumulative des produits vendus à leur valeur nominale non encore rachetés ou retournés et les coûts des rachats et des retours, déduction faite de la valeur de leur teneur correspondante en argent, a été constituée au troisième trimestre de 2016, et un ajustement rétroactif à compter de l'entrée en vigueur du programme de produits vendus à leur valeur nominale a été effectué. Chaque période, le montant net de cette provision augmentera en fonction des nouvelles ventes et affichera une hausse ou une baisse, selon les fluctuations du prix du marché de l'argent (en dollars américains) et les variations du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces augmentations ou diminutions du montant net de la provision influenceront sur le résultat de chaque période.

En raison de ce changement comptable, l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015 et les états consolidés du résultat global et des variations des capitaux propres de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2015 ont été retraités.

Le tableau qui suit résume les conséquences du retraitement des chiffres des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2015 :

<i>(en millions de \$)</i>	Période de 13 semaines close le 26 septembre		Période de 39 semaines close le 26 septembre			
	Chiffres déjà établis	Retraitements	Chiffres retraités	Chiffres déjà établis	Retraitements	Chiffres retraités
<i>Augmentation (diminution)</i>						
Produits des activités ordinaires	931 \$	(13) \$	918 \$	2,143 \$	(33) \$	2,110 \$
Coût des ventes	875	-	875	1,987	(4)	1,983
Profits nets de change	(1)	2	1	(1)	4	3
Résultat de la période	(34)	(10)	(44)	(10)	(26)	(36)

Reclassement des chiffres des périodes antérieures – Produits et services d'investissement

La totalité du produit généré par les ventes de produits d'investissement a toujours été constatée en fonction des montants bruts. Cependant, il existe divers flux de vente de ces produits. Au troisième trimestre de 2016, la Monnaie a entrepris l'analyse des différents types d'opérations de vente de ces produits et a conclu qu'il était plus approprié de constater le produit qui en découle en fonction des montant nets lorsque l'opération en question porte sur des stocks qu'un client a

Période de 39 semaines close le 1^{er} octobre 2016
(Non audité)

déposés auprès de la Monnaie afin que celle-ci lui fabrique un produit sous une forme différente, telle une pièce Feuille d'érable en or. Ainsi, le produit et les coûts des métaux précieux associés aux ventes de produits d'investissement mettant en jeu des stocks de clients en dépôt auprès de la Monnaie (« opérations visant des stocks de clients ») sont désormais constatés à leur montant net, et seuls les commissions et les autres services de fabrication à valeur ajoutée sont pris en compte dans le produit. Ce changement de présentation n'a aucune répercussion sur le résultat.

Les états consolidés du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2015, des périodes intermédiaires de cet exercice et des périodes intermédiaires de 2016 ont été ajustés de sorte à refléter ce changement de présentation des produits des activités ordinaires et du coût des ventes.

Le tableau qui suit résume les conséquences du reclassement des chiffres des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2015 :

<i>(en millions de \$)</i>	Période de 13 semaines close le 26 septembre 2015 ¹⁾			Période de 39 semaines close le 26 septembre 2015 ¹⁾		
	Chiffres déjà établis	Reclassement	Chiffres retraités et reclassés	Chiffres déjà établis	Reclassement	Chiffres retraités et reclassés
<i>Augmentation (diminution)</i>						
Produits des activités ordinaires	918 \$	(156) \$	762 \$	2 110 \$	(424) \$	1 686 \$
Coût des ventes	875	(156)	719	1 983	(424)	1 559
Profits nets de change	1	-	1	3	-	3
Résultat de la période	(44)	-	(44)	(36)	-	(36)

¹⁾ Inclut le retraitement des chiffres de la Ligne commerciale des produits numismatiques dont il est fait mention à la note 3 annexe aux états financiers consolidés résumés, mais exclut l'autre ajustement de reclassement indiqué à la note 22.

Transformation du programme d'acquisition de nouveaux clients

Après cinq années à fidéliser de nouveaux clients et à assurer la croissance de sa Ligne commerciale des produits numismatiques par voie de son programme de produits vendus à leur valeur nominale, la Monnaie change la façon dont elle initiera ses futurs clients à la numismatique. Depuis le 1^{er} janvier 2017, la Monnaie n'offre plus de pièces vendues à leur valeur nominale. Elle a continué d'en vendre au quatrième trimestre de 2016 pendant qu'elle se préparait à abolir progressivement ce programme. À compter de 2017, la Monnaie tirera parti du vif intérêt suscité par les célébrations du Canada 150 pour lancer de nouveaux produits et programmes, dont une nouvelle série de pièces de collection de base offertes à prix abordables, ce qui lui permettra de poursuivre l'élargissement de sa clientèle et la croissance de sa Ligne commerciale des produits numismatiques. La Monnaie a mis en vente la première pièce de cette série à l'automne 2016 et en lancera d'autres tout au long de 2017.

Retour des activités de monnayage canadiennes à un modèle à but lucratif

Le 25 octobre 2016, le ministre des Finances a déposé le projet de loi C-29, *Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures*. Plus particulièrement, cette loi amende la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* de sorte que la Monnaie puisse prévoir la réalisation de bénéfices relativement à la fourniture de la totalité de ses marchandises ou services et supprime l'exigence selon laquelle il lui

est interdit d'avoir en vue la réalisation de bénéfices relativement à la fourniture de marchandises ou de services à Sa Majesté du chef du Canada.

Le projet de loi C-29 a reçu la sanction royale le 15 décembre 2016. Ainsi, à cette date, la Monnaie a commencé à constater les bénéfices provenant de la fourniture de marchandises ou de services à Sa Majesté du chef du Canada.

La Monnaie s'attend à en arriver à une entente avec le ministère des Finances concernant un protocole d'entente mis à jour et régissant la fourniture de services et produits de circulation vers le milieu de 2017.

Remise du Plan d'entreprise 2017-2021 et du budget d'immobilisations 2017 au ministère des Finances

En octobre 2016, le Conseil d'administration de la Monnaie a approuvé son plan d'entreprise 2017-2021 et son budget d'immobilisations 2017, lesquels ont ensuite été remis au gouverneur en conseil à des fins d'approbation sur recommandation du ministre des Finances. Afin de refléter les récentes répercussions du projet de loi C-29 et du programme visant les produits vendus à leur valeur nominale au cours de la période de planification, le Conseil d'administration de la Monnaie compte soumettre une version mise à jour du Plan d'entreprise 2017-2021 et du budget d'immobilisations 2017 au ministre des Finances.

Programme de recyclage des pièces de circulation

Dans les quelques dernières années, la Monnaie a travaillé de près avec deux fournisseurs de services afin de soutenir le programme de recyclage. Au cours des deuxième et troisième trimestres, ces deux fournisseurs ont perdu la participation d'une grande institution financière. Des membres de la haute direction de la Monnaie rencontrent des dirigeants du principal prestataire de services afin d'évaluer comment soutenir ce programme. L'objectif est de réinstaurer au pays un programme de recyclage hautement efficace pouvant concourir à un approvisionnement en pièces efficient pour maximiser le montant qui est recyclé comparativement au montant qui est produit.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
COMPTE RENDU

Période de 39 semaines close le 1^{er} octobre 2016
 (Non audité)

Produits des activités ordinaires par programme et ligne commerciale

(en millions de \$ CA pour les périodes closes le 1^{er} octobre 2016 et le 26 septembre 2015)

	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	1 ^{er} oct. 2016	26 sept. 2015 Chiffres retraités (note 3)	Variation en \$	Variation en %	1 ^{er} oct. 2016	26 sept. 2015 Chiffres retraités (note 3)	Variation en \$	Variation en %
Programme de pièces de circulation canadiennes	22,9 \$	21,0 \$	1,9 \$	9	69,0 \$	69,0 \$	- \$	-
Produits et solutions de pièces de circulation	29,2	18,1	11,1	61	50,9	46,0	4,9	11
Produits et services d'investissement	465,4	684,1	(218,7)	(32)	1 521,1	1 461,8	59,3	4
Produits numismatiques	36,3	38,9	(2,6)	(7)	111,0	109,7	1,3	1

Points saillants de l'exploitation et analyse des résultats

Programme de pièces de circulation canadiennes

La Monnaie a pour mandat principal de gérer le réseau de pièces de circulation canadiennes et elle s'en acquitte en surveillant et en anticipant de manière continue l'offre et la demande, en collaborant avec des institutions financières canadiennes, des entreprises de transport blindé et d'autres intervenants afin de gérer la distribution de pièces à l'échelle du pays, en traitant et en recyclant des pièces existantes et en en produisant de nouvelles au besoin. La Monnaie a également pour responsabilité de préserver l'intégrité des pièces canadiennes par la recherche, le développement et l'application de caractéristiques de sécurité toujours plus avancées.

Explication des résultats

Au cours des 13 semaines closes le 1^{er} octobre 2016, la demande nette des pièces de circulation canadiennes a fléchi et s'est établie à 1 032,6 millions de pièces (1 153,3 millions pour la même période de 2015). Les trois principales sources d'approvisionnement suivantes ont permis de combler la demande dans le trimestre à l'étude.

- Les stocks de pièces excédentaires détenus par de grandes institutions financières partout au pays : Au cours du trimestre, ces stocks ont fléchi à 777,5 millions de pièces (815,7 millions dans la période correspondante de 2015). Les consommateurs conservent davantage de pièces en raison de la diminution du nombre de machines libre-service au Canada.
- Les pièces recyclées : Le volume de pièces recyclées s'est contracté, passant à 64,5 millions de pièces (217,4 millions au troisième trimestre de 2015) pour le trimestre à l'étude. L'une des grandes institutions financières qui participait au programme de recyclage a abandonné le sien à la mi-mai, et les machines libre-service que comptait son réseau de

succursales n'ont pas été installées ailleurs. Le fournisseur de services cherche de nouveaux emplacements pour ces machines.

- Les nouvelles pièces vendues à de grandes institutions financières : Au cours du trimestre, 203,9 millions de pièces (186,5 millions dans le troisième trimestre de 2015) ont été vendues à des institutions financières, la hausse s'expliquant par la moins grande capacité de celles-ci à combler la demande au moyen de leurs stocks excédentaires et du recyclage.

Une gestion efficace du réseau de monnayage, laquelle permet d'assurer qu'il n'y a pas de pénurie de pièces, a été réalisée tout en respectant les limites des stocks, telles qu'elles sont définies dans le Plan d'entreprise 2016-2020. Dans le but de regarnir les stocks détenus au nom du ministère des Finances, la Monnaie a produit 182,6 millions de pièces au cours du trimestre (58,2 millions au troisième trimestre de 2015).

Dans les 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016, la demande nette des pièces de circulation canadiennes s'est contractée, s'établissant ainsi à 2 987,3 millions de pièces (3 161,4 millions pour la même période de 2015).

Produits et solutions de pièces de circulation

La Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation comprend la fabrication de pièces finies, de flans et de jetons destinés à des clients du monde entier, dont des banques centrales, des établissements de monnayage, des autorités monétaires et des ministères des Finances. Ces contrats permettent à la Monnaie de tirer parti de son infrastructure et de son savoir-faire de premier plan à son usine de Winnipeg. Au pays, ces activités englobent le Programme de récupération des alliages en vertu duquel les plus vieilles pièces sont retirées du marché et remplacées par des pièces en acier plaqué multicouche, lesquelles sont plus durables et plus sûres.

Explication des résultats

Le produit de la Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation a augmenté de 61 % au cours des 13 semaines closes le 1^{er} octobre 2016, passant à 29,2 millions de dollars, contre 18,1 millions pour la même période de 2015. Le produit tiré des ventes de pièces de circulation étrangères a bondi de 121 %, pour s'établir à 26,3 millions de dollars, comparativement à 11,8 millions au troisième trimestre de 2015. Quant à celui généré par le Programme de récupération des alliages, il s'est chiffré à 2,9 millions de dollars, comparativement à 6,3 millions au troisième trimestre de 2015, accusant ainsi une baisse de 54 %.

Le produit provenant des pièces de circulation étrangères reflète l'expédition de 517,7 millions de pièces et flans (336,6 millions au trimestre correspondant de 2015) à six pays (12 un an plus tôt) au cours du trimestre. La hausse reflète l'accroissement de la demande des produits multicouche que fabrique la Monnaie. Durant le troisième trimestre de 2016, la Monnaie a conclu quatre contrats visant la production de 0,2 milliard de pièces et flans.

COMPTE RENDU

Période de 39 semaines close le 1^{er} octobre 2016
(Non audité)

Le produit tiré du Programme de récupération des alliages a reculé en raison de la baisse des volumes de recyclage, de la diminution du nombre de pièces en alliage dans celles qui ont été recyclées ainsi que des répercussions continues de la baisse des prix du nickel et du cuivre en regard de ceux en vigueur il y a un an.

Dans les 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016, la Monnaie a produit et expédié à onze pays (16 dans la même période de 2015) 925,8 millions de pièces et flans (900,1 millions un an plus tôt). Le produit a augmenté de 11 % sur un an, passant de 46,0 millions de dollars à 50,9 millions. Dans la période de 39 semaines à l'étude, la Monnaie a conclu onze contrats (onze dans la même période de 2015) visant la production de pièces de circulation et de pièces numismatiques pour onze pays (neuf un an auparavant). Le produit tiré du Programme de récupération des alliages s'est replié de 49 %, passant des 16,0 millions de dollars qu'il était un an plus tôt à 8,2 millions. Des rendements inférieurs, la baisse du nombre de pièces à traiter et le recul des prix des métaux sont les facteurs ayant causé la dégradation de ce produit.

Produits et services d'investissement

La Monnaie propose à sa clientèle des produits et services d'investissement de premier plan sous forme de pièces et de lingots en métaux précieux auxquels s'ajoutent des services intégrés complémentaires d'affinage et d'entreposage. Les Reçus de transactions boursières des Réserves d'or et d'argent canadiennes qui sont cotés à la Bourse de Toronto permettent aux épargnants et aux investisseurs institutionnels d'avoir accès aux métaux précieux entreposés par la Monnaie et réduisent ses coûts de location de métaux précieux.

À compter du troisième trimestre de 2016, la Monnaie présente les opérations de vente de produits d'investissement mettant en jeu des stocks de clients en dépôt auprès d'elle (« opérations visant des stocks de clients ») à leur montant net. Les tableaux qui suivent indiquent les répercussions de ce mode de présentation :

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	1 ^{er} octobre 2016	26 sept. 2015	1 ^{er} octobre 2016	26 sept. 2015
<i>(en millions de \$ CA)</i>				
Produit, montant brut	584 \$	840 \$	1 975 \$	1 886 \$
Moins les opérations visant des stocks de clients	(119)	(156)	(454)	(424)
Produit, montant net	465 \$	684 \$	1 521 \$	1 462 \$

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	1 ^{er} octobre 2016	26 sept. 2015	1 ^{er} octobre 2016	26 sept. 2015
<i>(en milliers d'onces)</i>				
Onces, nombre brut	6 139	9 529	25 832	25 236
Moins les onces associées aux opérations visant des stocks de clients	(1 160)	(2 564)	(5 844)	(6 757)
Onces, nombre net	4 979	6 965	19 988	18 479

Explication des résultats

Pour les 13 semaines closes le 1^{er} octobre 2016, le produit de la Ligne commerciale des produits et services d'investissement a fléchi de 32 %, se situant ainsi à 465,4 millions de dollars, contre 684,1 millions pour la même période de 2015. Les ventes de pièces d'or, soit principalement des pièces Feuille d'érable en or, ont chuté de 40 % pour s'établir à 201,0 milliers d'onces (336,5 milliers pour le même trimestre de 2015). Quant aux ventes de pièces d'argent, à savoir surtout des pièces Feuille d'érable en argent, elles ont diminué de 36 %, totalisant ainsi 6,1 millions d'onces (9,5 millions un an plus tôt). La récente baisse du produit et du résultat s'explique par le fléchissement de la demande au troisième trimestre en regard de ce qu'elle était un an plus tôt, laquelle atteignait alors un niveau presque record.

Pour les 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016, le produit de la Ligne commerciale des produits et services d'investissement s'est renforcé de 4 %, passant de 1 461,8 millions de dollars dans la période correspondante de 2015 à 1 521,1 millions. Les ventes de pièces d'or ont été stables, atteignant ainsi 682,2 milliers d'onces (679,4 milliers un an plus tôt). Quant aux ventes de pièces d'argent, elles ont augmenté de 2 %, s'établissant ainsi à 25,8 millions d'onces (25,2 millions un an auparavant). Cette ligne commerciale a encore enregistré de bons résultats en 2016 grâce à la forte demande des produits d'investissement de base et sur mesure qui a été enregistrée dans la première moitié de 2016 en Amérique du Nord.

Produits numismatiques

La Ligne commerciale des produits numismatiques englobe la création de médailles et de pièces de collection ainsi que la vente de ces produits à des clients du Canada et d'ailleurs dans le monde. Grâce à ses motifs de classe mondiale, la Monnaie occupe une position de chef de file mondial dans l'art et la science du monnayage qui est régulièrement reconnue par de prestigieux prix internationaux. Le site monnaie.ca se classe toujours parmi les destinations favorites pour les achats de pièces numismatiques en ligne.

Explication des résultats

Le produit de la Ligne commerciale des produits numismatiques a fléchi de 7 % pour s'établir à 36,3 millions de dollars pour les 13 semaines closes le 1^{er} octobre 2016, comparativement à 38,9 millions au troisième trimestre de 2015. Dans le trimestre à l'étude, la Monnaie a émis 55 nouveaux produits (62 au trimestre correspondant de 2015) et a réussi à en écouler 21 (22 un an plus tôt).

La demande des consommateurs et l'efficacité des activités de vente et de marketing relativement aux pièces numismatiques en or et en argent de la Monnaie influent grandement sur son rendement consolidé. Au troisième trimestre de 2016, les ventes de produits numismatiques en or ont progressé de 30 %, pour se situer à 9,6 millions de dollars, comparativement à 7,4 millions pour la période correspondante de 2015. Quant aux ventes de produits numismatiques en argent, elles se sont repliées de 13 % et se sont établies à 25,9 millions de dollars, contre 29,9 millions au même trimestre de 2015.

Pour les 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016, le produit de la Ligne commerciale des produits numismatiques s'est chiffré à 111,0 millions de dollars, comparativement à 109,7 millions pour la même période de 2015. Depuis le début de l'exercice 2016, 168 produits numismatiques ont été émis (193 pour la même période de 2015) par suite de la décision stratégique de mieux cibler le portefeuille. La Monnaie en a écoulé 61 jusqu'à présent (54 un an plus tôt). Les ventes de produits numismatiques en or se sont renforcées de 25 % et ont atteint 30,7 millions de dollars, contre 24,5 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Quant aux ventes de produits numismatiques en argent, elles ont reculé de 6 %, passant de 77,3 millions de dollars un an auparavant à 72,9 millions.

La Monnaie affecte les ressources nécessaires au perfectionnement de sa stratégie de marketing. Cela signifie mettre l'accent sur un plan de commercialisation, de vente et d'exploitation axé sur le client afin de soutenir sa croissance future, comme l'illustre sa collection Canada 150. Cette stratégie de marketing comportera également l'intégration d'approches concernant les produits, les prix, la promotion et le positionnement au moyen du réseau Internet, de plateformes numériques, des réseaux sociaux et des ressources des centres d'appel.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 1^{er} octobre 2016, le solde de trésorerie de la Monnaie avait diminué pour s'établir à 93,3 millions de dollars, comparativement à 140,8 millions au 31 décembre 2015. Sa diminution a découlé surtout du versement d'un dividende de 31,0 millions de dollars au gouvernement du Canada, de dépenses en immobilisations de 8,8 millions ainsi que de diverses activités d'exploitation, d'un montant net de 7,2 millions. Les stocks sont passés des 79,1 millions de dollars qu'ils étaient au 31 décembre 2015 à 86,8 millions. Leur hausse est attribuable à l'achat de métaux précieux ainsi qu'à la constitution de stocks de produits finis. Le total de l'actif consolidé a fléchi de 10 % et se chiffrait à 395,6 millions de dollars au 1^{er} octobre 2016, en regard de 439,3 millions au 31 décembre 2015.

Au cours du trimestre, les dépenses en immobilisations ont reculé pour s'établir à 3,2 millions de dollars, comparativement à 4,7 millions dans la même période de 2015. L'écart reflète le fait que la direction a réorienté les principaux projets d'immobilisations prévus en 2016.

RISQUES D'EXPLOITATION

La direction tient compte des risques et des occasions à tous les paliers décisionnels et est actuellement en voie d'évaluer son programme de gestion des risques de l'entreprise (« GRE ») afin de s'assurer qu'il comble les exigences de son actionnaire. Cette évaluation mènera à l'amélioration continue de la gouvernance et de la gestion des risques au bénéfice de tous les intervenants clés, dont son actionnaire, son Conseil d'administration et son équipe de direction. Ce processus permettra d'officialiser les plans de gestion des principaux risques auxquels la Monnaie est confrontée, plans dont l'exécution et la responsabilité reviendront aux cadres dirigeants. Une fois parachevé, ce processus donnera lieu à des changements dans la définition des risques décrits dans la section du rapport annuel 2015 qui traite des risques d'exploitation et permettra de mieux les circonscrire.

Tel qu'il est précisé dans son rapport annuel, le rendement de la Monnaie dépend de nombreux facteurs, dont les pressions de la concurrence, la conjoncture économique et la volatilité des marchés financiers et des marchandises. Une part importante de son produit et de ses charges est libellée en devises, soit principalement en dollars américains, ce qui expose la Monnaie au risque de change. Diverses stratégies de gestion de ce risque, dont des couvertures naturelles et des instruments financiers couvrant une partie de ses flux de trésorerie nets libellés en dollars américains, permettent de l'atténuer.

PERSPECTIVES

Les résultats opérationnels et financiers obtenus au cours des 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016 donnent à penser qu'il est possible que la Monnaie ne puisse atteindre les objectifs financiers énoncés dans le Plan d'entreprise 2016-2020, et ce, en raison surtout des changements apportés à la Ligne commerciale des produits numismatiques.

En ce qui concerne la Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation, la demande mondiale de ces pièces et des flans devraient se raffermir au cours des 18 prochains mois. Le repli des volumes de recyclage fait l'objet d'une étroite surveillance afin d'en évaluer l'incidence sur l'offre de pièces de circulation canadiennes et sur le produit généré par le Programme de récupération des alliages.

La demande des produits d'investissement en or et en argent a rebondi durant le quatrième trimestre après une baisse de demande durant l'été. La demande pour les pièces en argent a baissé au début du premier trimestre 2017, la demande pour les pièces en or demeure robuste et la perspective demeure favorable pour l'exercice 2017. Quant à la Ligne commerciale des produits numismatiques, l'exercice 2016 pose son lot de défis. La Monnaie est en voie d'élaborer un plan qui en assurera une saine croissance dans l'avenir, plan qui, déjà, inclut un programme dynamique visant à célébrer le 150^e anniversaire du Canada.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les états financiers trimestriels consolidés résumés non audités et le rapport de gestion renferment des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes de la direction de la Monnaie quant à ses objectifs, ses plans, ses stratégies, sa croissance future, ses résultats d'exploitation, son rendement, ses perspectives commerciales et ses débouchés. Des énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de termes ou expressions tels que « projeter », « prévoir », « s'attendre à », « croire », « estimer » et « à l'intention de » et d'autres termes ou expressions analogues. De tels énoncés prospectifs ne constituent pas des faits, mais seulement des estimations de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement, des perspectives commerciales et des débouchés prévus (soit des hypothèses). Bien que la direction juge, à la lumière des informations à sa disposition, que ces hypothèses sont raisonnables, elles pourraient se révéler inexactes. Ces estimations des résultats futurs sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes ainsi qu'à divers autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux attendus. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent,

sans toutefois s'y limiter, ceux énoncés sous la rubrique Risques d'exploitation présentée ci-dessus ainsi qu'à la note 10, Instruments financiers et gestion des risques financiers, des états financiers.

Dans la mesure où la Monnaie présente des informations financières prospectives ou des perspectives financières, telles celles portant sur sa croissance et son rendement financier à venir, elle le fait dans le seul but de décrire ses attentes pour l'avenir. Par conséquent, les lecteurs sont priés de comprendre que ces informations ou perspectives pourraient ne pas convenir à d'autres fins. En outre, à l'instar de tout énoncé prospectif en général, de telles informations ou perspectives reposent sur des hypothèses et sont exposées à divers risques.

Les lecteurs doivent analyser ces facteurs avec soin lorsqu'ils évaluent de tels énoncés prospectifs. Compte tenu de ces hypothèses et risques, les événements prévus par ces énoncés pourraient ne pas survenir. La Monnaie ne peut garantir que les résultats ou événements projetés se concrétiseront. C'est pourquoi les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers trimestriels consolidés résumés non audités et dans le rapport de gestion ne sont faits qu'en date du 22 février 2017, et la Monnaie ne s'engage nullement à les mettre à jour publiquement après cette date en raison de nouvelles informations, d'événements à venir, de changements de situation ou pour tout autre motif que ce soit.

COMPTE RENDU

Période de 39 semaines close le 1^{er} octobre 2016
(Non audité)

Déclaration de responsabilité de la haute direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés trimestriels conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et aux exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction doit aussi veiller à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés résumés trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés trimestriels.

La présidente et chef de la direction,



Sandra L. Hanington

*La chef de la direction financière et vice-présidente,
Finances et Administration,*



Jennifer Camelon, CPA, CA

Ottawa, Canada

Le 22 février 2017

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
Non audité

(en milliers de \$ CA)

		Au	
	Notes	1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015 Chiffres retraités (note 3)
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie	6	93,328 \$	140,776 \$
Créances	7	18,094	22,946
Charges payées d'avance	8	6,468	4,821
Impôts sur résultat à recevoir		7,459	2,891
Stocks	9	86,769	79,055
Actifs financiers dérivés	10	1,647	756
Total des actifs courants		213,765	251,245
Actifs non courants			
Actifs financiers dérivés	10	196	-
Immobilisations corporelles	11	168,577	172,597
Immeuble de placement		236	236
Immobilisations incorporelles	11	12,827	15,211
Total des actifs non courants		181,836	188,044
Total des actifs		395,601 \$	439,289 \$
Passifs courants			
Fournisseurs et charges à payer	13	48,868 \$	84,516 \$
Emprunts		7,574	7,526
Provision pour rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale	12	3,323	3,583
Produits différés	14	11,439	8,656
Impôts sur le résultat exigibles		-	4,828
Avantages sociaux	15	2,942	2,697
Passifs financiers dérivés	10	5,177	11,414
Total des passifs courants		79,323	123,220
Passifs non courants			
Passifs financiers dérivés	10	627	4,096
Emprunts		26,987	26,987
Provision pour rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale	12	124,796	119,426
Passifs d'impôts différés		1,320	564
Avantages sociaux		10,439	10,439
Total des passifs non courants		164,169	161,512
Total des passifs		243,492	284,732
Capitaux propres			
Capital-actions (4 000 actions non transférables autorisées et émises)		40,000	40,000
Résultats non distribués		115,449	121,386
Cumul des autres éléments du résultat global		(3,340)	(6,829)
Total des capitaux propres		152,109	154,557
Total du passif et des capitaux propres		395,601 \$	439,289 \$
Engagements, éventualités et garanties (note 21)			
Les notes annexes font partie intégrante des états			

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

(en milliers de \$ CA)

	Notes	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
		1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015 Chiffres retraités (note 3)	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015 Chiffres retraités (note 3)
Produits des activités ordinaires	16	553,803 \$	762,087 \$	1,751,958 \$	1,686,452 \$
Coût des ventes	17, 18	518,230	717,819	1,620,334	1,558,133
Marge brute		35,573	44,268	131,624	128,319
Charges d'exploitation					
Frais de marketing et ventes	17, 18	16,919	18,766	56,716	59,314
Frais d'administration	17, 18	14,515	15,706	44,136	44,546
Pertes de valeur		-	65,512	-	65,512
Charges d'exploitation		31,434	99,984	100,852	169,372
Profits nets de change		313	937	2,486	2,856
Résultat d'exploitation		4,452	(54,779)	33,258	(38,197)
Frais financiers nets		(278)	(77)	(370)	(349)
Autres revenus		1	-	221	-
Résultat avant impôt sur le résultat		4,175	(54,856)	33,109	(38,546)
Charge d'impôts sur le résultat		1,731	(11,246)	8,047	(2,782)
Résultat de la période		2,444	(43,610)	25,062	(35,764)
<i>Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net :</i>					
Profits nets (pertes nettes) non réalisés sur couvertures de flux de trésorerie		(302)	(2,103)	2,974	(3,515)
Reclassement de pertes nettes réalisées sur couvertures de flux de trésorerie transférées des autres éléments du résultat global		632	729	515	1,614
Autres éléments du résultat global, net d'impôts		330	(1,374)	3,489	(1,901)
Résultat global total		2,774 \$	(44,984) \$	28,551 \$	(37,665) \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
Non audité

Période de 13 semaines close le 1^{er} octobre 2016 (en milliers de \$ CA)

	Capital- actions	Résultats non distribués Chiffres retraités (note 3)	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 2 juillet 2016	40 000 \$	113 005 \$	(3 670) \$	149 335 \$
Résultat de la période	-	2 444	-	2 444
Autres éléments du résultat global, net d'impôts	-	-	330	330
Solde au 1 ^{er} octobre 2016	40 000 \$	115 449 \$	(3 340) \$	152 109 \$

Période de 13 semaines close le 26 septembre 2015 (en milliers de \$ CA)

	Capital- actions	Résultats non distribués Chiffres retraités (note 3)	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 27 juin 2015	40 000 \$	209 886 \$	(2 131) \$	247 755 \$
Résultat de la période	-	(43 610)	-	(43 610)
Autres éléments du résultat global, net d'impôts	-	-	(1 374)	(1 374)
Solde au 26 septembre 2015	40 000 \$	166 276 \$	(3 505) \$	202 771 \$

Période de 39 semaines close le 1^{er} octobre 2016 (en milliers de \$ CA)

	Capital- actions	Résultats non distribués Chiffres retraités (note 3)	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 31 décembre 2015	40 000 \$	121 387 \$	(6 829) \$	154 558 \$
Résultat de la période	-	25 062	-	25 062
Autres éléments du résultat global, net d'impôts	-	-	3 489	3 489
Dividende versé	-	(31 000)	-	(31 000)
Solde au 1 ^{er} octobre 2016	40 000 \$	115 449 \$	(3 340) \$	152 109 \$

Période de 39 semaines close le 26 septembre 2015 (en milliers de \$ CA)

	Capital- actions	Résultats non distribués Chiffres retraités (note 3)	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 31 décembre 2014	40 000 \$	212 040 \$	(1 604) \$	250 436 \$
Résultat de la période	-	(35 764)	-	(35 764)
Autres éléments du résultat global, net d'impôts	-	-	(1 901)	(1 901)
Dividende versé	-	(10 000)	-	(10 000)
Solde au 26 septembre 2015	40 000 \$	166 276 \$	(3 505) \$	202 771 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
TABLEAU CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
Non audité

(en milliers de \$ CA)

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Entrées de trésorerie – clients	438 270 \$	642 707 \$	1 354 934 \$	1 318 144 \$
Cash receipts on disposal of MintChip	-	-	220	-
Sorties de trésorerie – fournisseurs et employés	(433 452)	(611 361)	(1 392 124)	(1 286 915)
Intérêts versés	(348)	(164)	(925)	(693)
Encaissements – contrats dérivés	167 020	150 880	653 845	392 079
Décaissements – contrats dérivés	(156 914)	(147 381)	(605 034)	(343 305)
Impôts sur le résultat versés	(3 963)	3 304	(18 140)	(3 243)
Flux de trésorerie nets (utilisés) générés par les activités opérationnelles	10 613	37 985	(7 224)	76 067
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Intérêts reçus	142	159	696	733
Encaissements sur contrats dérivés pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	584	-	3 491	-
Décaissements sur contrats dérivés pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(878)	(1 420)	(4 096)	(1 420)
Sorties de trésorerie pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(3 226)	(4 653)	(8 833)	(16 199)
Flux de trésorerie nets utilisés par les activités d'investissement	(3 378)	(5 914)	(8 742)	(16 886)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dividende versé	-	-	(31 000)	(10 000)
Flux de trésorerie nets utilisés par les activités de financement	-	-	(31 000)	(10 000)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie	7 235	32 071	(46 966)	49 181
Trésorerie à l'ouverture de la période	85 947	121 780	140 776	104 153
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie détenue en monnaies étrangères	146	735	(482)	1 252
Trésorerie à la clôture de la période	93 328 \$	154 586 \$	93 328 \$	154 586 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1. NATURE ET DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ

La Monnaie royale canadienne (la « Monnaie » ou « Société ») a été constituée en 1969 en vertu de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* afin de frapper des pièces de monnaie et d'exercer des activités connexes. Elle est une société mandataire de Sa Majesté mentionnée à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle produit toutes les pièces de monnaie qui ont cours au Canada et administre le réseau de distribution pour le compte du gouvernement du Canada.

En décembre 2014, la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* a été modifiée pour préciser que même si la Monnaie a pour mission de fonctionner en vue de réaliser des bénéfices, elle ne doit plus prévoir en tirer de la fourniture de marchandises et de services à Sa Majesté du chef du Canada, y compris la frappe des pièces de monnaie de circulation.

En juillet 2015, un décret (C.P. 2015-1107) a été délivré en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ordonnant à la Société d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques en matière de frais de voyage, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, lignes directrices et instruments connexes du Conseil du Trésor en ce domaine, et ce, en accord avec ses obligations juridiques. Ce décret lui ordonnait aussi de faire rapport sur leur mise en œuvre dans son prochain plan d'entreprise. La Société s'est conformée à ce décret et a instauré, en date du 29 février 2016, une nouvelle politique intégrée en matière de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements.

La Monnaie est aussi l'un des principaux producteurs mondiaux de pièces de circulation, de collection et d'investissement destinées aux marchés intérieur et extérieur, et l'un des plus grands affineurs d'or au monde. Les adresses du siège social et des installations principales sont le 320, promenade Sussex, Ottawa (Ontario), K1A 0G8, Canada et le 520, boulevard Lagimodière, Winnipeg (Manitoba), R2J 3E7, Canada.

En 2002, la Monnaie a constitué RCMH-MRCF Inc., une filiale entièrement détenue, qui est inactive depuis le 31 décembre 2008.

La Société est une société d'État fédérale visée par règlement et est assujettie à l'impôt fédéral sur le résultat en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

2. BASE DE PRÉSENTATION

2.1 Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), des Normes internationales d'information financière (« IFRS »), et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme le permet cette norme, ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ne renferment pas toutes les informations à fournir dans des états financiers consolidés annuels et doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour son exercice clos le 31 décembre 2015.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ni examinés par un auditeur externe.

Le 22 février 2017, le Conseil d'administration de la Société a autorisé la publication de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

2.2 Mode de présentation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément aux IFRS.

Bien que la date de clôture de l'exercice de la Société, à savoir le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne concordent pas nécessairement avec celles des trimestres de l'année civile. Chaque trimestre de la Société comporte plutôt 13 semaines.

2.3 Consolidation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les états financiers intermédiaires de la Société et ceux de sa filiale entièrement détenue. Les méthodes comptables de cette filiale correspondent à celles qu'utilise la Société. Les transactions, soldes, produits et charges interentreprises ont été entièrement éliminés lors de la consolidation.

2.4 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

À moins d'indication contraire, tous les montants présentés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires et les informations fournies sont en milliers de dollars canadiens (\$ CA), soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

2.5 Principales méthodes comptables

Si ce n'est du retraitement et du reclassement des chiffres des périodes antérieures qui sont décrits à la note 3, les principales méthodes comptables appliquées aux fins des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière cohérente dans les périodes considérées et comparatives.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

3. RETRAITEMENT ET RECLASEMENT DES CHIFFRES DES PÉRIODES ANTÉRIEURES

3.1 Retraitement des chiffres des périodes antérieures

En établissant les états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre clos le 1^{er} octobre 2016, la Monnaie a déterminé qu'un ajustement lié aux chiffres des périodes antérieures et ayant trait à la vente de produits numismatiques vendus à leur valeur nominale exigeait un retraitement de ces chiffres.

Dans le passé, les ventes de produits numismatiques vendus à leur valeur nominale étaient inscrites dans les produits des activités ordinaires et une provision pour les rachats et retours sur ventes prévus était constituée en fonction des tendances passées quant aux rachats et retours d'autres produits numismatiques. En 2016, la Monnaie a procédé à un examen exhaustif du programme des produits vendus à leur valeur nominale ainsi que de leurs rachats et retours jusqu'alors. Les produits vendus à leur valeur nominale n'ont pas les mêmes caractéristiques que les autres produits numismatiques puisque leur valeur nominale équivaut à leur prix d'achat, ce qui, combiné à la période indéfinie des rachats et des retours qu'autorisent les politiques et pratiques actuelles de la Monnaie à cet égard, fait en sorte que les produits vendus à leur valeur nominale sont beaucoup plus susceptibles d'être rachetés ou retournés que les autres produits numismatiques. Par conséquent, les tendances passées des rachats et retours d'autres produits numismatiques ne peuvent servir à estimer ceux des produits vendus à leur valeur nominale, et il n'existe aucune autre méthode de calcul à la fois fiable et raisonnable. Par suite de cet examen, il a été établi qu'aucun produit des activités ordinaires ne devrait être constaté avant qu'une estimation raisonnable des rachats et retours puisse être faite.

La Monnaie est d'avis que le prix du marché de l'argent et la durée pendant laquelle des rachats et retours peuvent être acceptés constituent les principaux facteurs qui influent sur sa capacité à estimer les rachats et retours de manière fiable. Au 1^{er} octobre 2016, le prix du marché de l'argent était grandement inférieur à la valeur nominale des pièces en argent. En outre, la Monnaie n'a, pour le moment, pas l'intention de fixer une date limite concernant ses politiques en matière de rachat et de retour. C'est pourquoi une provision représentant la valeur cumulative des produits vendus à leur valeur nominale non encore rachetés ou retournés et les coûts des rachats et des retours, déduction faite de la valeur de leur teneur correspondante en argent, a été constituée au troisième trimestre de 2016, et un ajustement rétroactif à compter de l'entrée en vigueur du programme de produits vendus à leur valeur nominale a été effectué. Chaque période, le montant net de cette provision augmentera en fonction des nouvelles ventes et affichera une hausse ou une baisse, selon les fluctuations du prix du marché de l'argent (en dollars américains) et les variations du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces augmentations ou diminutions du montant net de la provision influenceront sur le résultat de chaque période.

En raison de ce changement comptable, l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015 et les états consolidés du résultat global et des variations des capitaux propres de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2015 ont été retraités.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 39 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} OCTOBRE 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Ce retraitement n'a eu aucune répercussion sur les activités d'exploitation, de financement ou d'investissement présentées dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie des périodes concernées.

Ce qui suit indique l'incidence de ce retraitement :

États consolidés de la situation financière

Redressement des soldes d'ouverture 2015 de la situation financière au 1^{er} janvier, 2015

<i>Augmentation (diminution)</i>	Chiffres déjà établis	Au 1 ^{er} janvier 2015	
		Retraitements	Chiffres retraités
Stocks	89,023 \$	(1,003) \$	88,020 \$
Provision pour rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale	-	83,297	83,297
Fournisseurs et charges à payer	74,778	(919)	73,859
Résultats non distribués	295,421	(83,381)	212,040

Redressement des soldes clos 2015 de la situation financière au 31 décembre, 2015

<i>Augmentation (diminution)</i>	Chiffres déjà établis	Au 31 décembre 2015	
		Retraitements	Chiffres retraités
Stocks	78,570 \$	485 \$	79,055 \$
Provision pour rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale	-	123,009	123,009
Fournisseurs et charges à payer	85,771	(1,255)	84,516
Résultats non distribués	242,655	(121,269)	121,386

Retraitement des chiffres des périodes intermédiaires

T1 et T2 de 2015 et de 2016

<i>Augmentation (diminution)</i>	Période de 13 semaines close le 28 mars 2015			Période de 13 semaines close le 2 avril 2016		
	Chiffres déjà établis au		Chiffres retraités	Chiffres déjà établis au		Chiffres retraités
	T1 de 2015	Retraitements		T1 de 2016	Retraitements	
Produits des activités ordinaires	640,126 \$	(12,269) \$	627,857 \$	780,921 \$	(1,835) \$	779,086 \$
Coût des ventes	590,643	(3,518)	587,125	738,468	(5,843)	732,625
Profits nets de change	30	1,954	1,984	2,843	(2,259)	584
Résultat de la période	11,666	(6,797)	4,869	9,912	1,749	11,661

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 39 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} OCTOBRE 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

<i>Augmentation (diminution)</i>	Période de 13 semaines close le 27 juin 2015			Période de 13 semaines close le 2 juillet 2016		
	Chiffres déjà établis au T2 de 2015	Retraitements	Chiffres retraités	Chiffres déjà établis au T2 de 2016	Retraitements	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires	572,432 \$	(8,391) \$	564,041 \$	761,978 \$	(7,318) \$	754,660 \$
Coût des ventes	520,288	562	520,850	714,384	(9,314)	705,070
Profits nets de change	594	(659)	(65)	1,665	(76)	1,589
Résultat de la période	12,589	(9,612)	2,977	9,037	1,920	10,957

<i>Augmentation (diminution)</i>	Période de 26 semaines close le 27 juin 2015			Période de 26 semaines close le 2 juillet 2016		
	Chiffres déjà établis au T2 de 2015	Retraitements	Chiffres retraités	Chiffres déjà établis au T2 de 2016	Retraitements	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires	1,212,561 \$	(20,659) \$	1,191,902 \$	1,542,900 \$	(9,152) \$	1,533,748 \$
Coût des ventes	1,110,932	(2,955)	1,107,977	1,452,852	(15,156)	1,437,696
Profits nets de change	624	1,295	1,919	4,508	(2,335)	2,173
Résultat de la période	24,255	(16,409)	7,846	18,949	3,669	22,618

Retraitement des chiffres correspondants du T3 de 2015 et de l'exercice 2015

<i>Augmentation (diminution)</i>	Période de 13 semaines close le 26 septembre			Période de 39 semaines close le 26 septembre		
	Chiffres déjà établis au T3 de 2015	Retraitements	Chiffres retraités	Chiffres déjà établis au T3 de 2015	Retraitements	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires	930 982 \$	(12 560) \$	918 422 \$	2 143 668 \$	(33 221) \$	2 110 447 \$
Coût des ventes	875 421	(691)	874 730	1 987 063	(3 648)	1 983 415
Profits nets de change	(1 348)	2 285	937	(724)	3 580	2 856
Résultat de la période	(34 026)	(9 584)	(43 610)	(9 771)	(25 993)	(35 764)

<i>Augmentation (diminution)</i>	Exercice clos le 31 décembre 2015		
	Chiffres déjà établis	Retraitements	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires	2 974 148 \$	(45 681) \$	2 928 467 \$
Coût des ventes	2 770 210	(2 884)	2 767 326
Profits nets de change	(757)	4 910	4 153
Résultat de la période	(318)	(37 887)	(38 205)

3.2 Reclassement des chiffres des périodes antérieures

La totalité du produit généré par les ventes de produits d'investissement a toujours été constatée en fonction des montants bruts. Cependant, il existe divers flux de vente de ces produits. Au troisième trimestre de 2016, la Monnaie a entrepris l'analyse des différents types d'opérations de vente de ces produits et a conclu qu'il était plus approprié de constater le produit qui en découle en fonction des montant nets lorsque l'opération en question porte sur des stocks qu'un client a déposés auprès de la Monnaie afin que celle-ci lui fabrique un produit sous une forme différente, telle une pièce Feuille d'érable en or. Ainsi, le produit et les coûts des métaux précieux associés aux ventes de produits d'investissement mettant en jeu des stocks de clients en dépôt auprès de

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
PÉRIODE DE 39 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} OCTOBRE 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

la Monnaie (« opérations visant des stocks de clients ») sont désormais constatés à leur montant net, et seuls les commissions et les autres services de fabrication à valeur ajoutée sont pris en compte dans le produit. Ce changement de présentation n'a aucune répercussion sur le résultat.

Les états consolidés du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2015, des périodes intermédiaires de cet exercice et des périodes intermédiaires de 2016 ont été ajustés de sorte à refléter ce changement de présentation des produits des activités ordinaires et du coût des ventes.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 39 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} OCTOBRE 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Ce qui suit indique l'incidence de ce reclassement :

États consolidés du résultat global

Reclassement des chiffres des périodes intermédiaires T1 et T2 de 2015 et de 2016

<i>Augmentation (diminution)</i>	Période de 13 semaines close le 28 mars 2015			Période de 13 semaines close le 2 avril 2016		
	Chiffres retraités		Chiffres retraités et reclassés	Chiffres retraités		Chiffres retraités et reclassés
	au T3 de 2016	Reclassement		au T3 de 2016	Reclassement	
Produits des activités ordinaires	627 857 \$	(156 293) \$	471 564 \$	779 086 \$	(191 009) \$	588 077 \$
Coût des ventes	587 125	(156 293)	430 832	732 625	(191 009)	541 616
Profits nets de change	1 984	-	1 984	584	-	584
Résultat de la période	4 869	-	4 869	11 661	-	11 661

<i>Augmentation (diminution)</i>	Période de 13 semaines close le 27 juin 2015			Période de 13 semaines close le 2 juillet 2016		
	Chiffres retraités		Chiffres retraités et reclassés	Chiffres retraités		Chiffres retraités et reclassés
	au T3 de 2016	Reclassement		au T3 de 2016	Reclassement	
Produits des activités ordinaires	564 041 \$	(111 367) \$	452 674 \$	754 660 \$	(144 583) \$	610 077 \$
Coût des ventes	520 850	(111 367)	409 483	705 070	(144 583)	560 487
Profits nets de change	(65)	-	(65)	1 589	-	1 589
Résultat de la période	2 977	-	2 977	10 957	-	10 957

<i>Augmentation (diminution)</i>	Période de 26 semaines close le 27 juin 2015			Période de 26 semaines close le 2 juillet 2016		
	Chiffres retraités		Chiffres retraités et reclassés	Chiffres retraités		Chiffres retraités et reclassés
	au T3 de 2016	Reclassement		au T3 de 2016	Reclassement	
Produits des activités ordinaires	1 191 902 \$	(267 660) \$	924 242 \$	1 533 748 \$	(335 593) \$	1 198 155 \$
Coût des ventes	1 107 977	(267 660)	840 317	1 437 696	(335 593)	1 102 103
Profits nets de change	1 919	-	1 919	2 173	-	2 173
Résultat de la période	7 846	-	7 846	22 618	-	22 618

Reclassement des chiffres correspondants du T3 de 2015 et de l'exercice 2015

<i>Augmentation (diminution)</i>	Période de 13 semaines close le 26 septembre 2015 ¹⁾			Période de 39 semaines close le 26 septembre 2015 ¹⁾		
	Chiffres retraités		Chiffres retraités et reclassés	Chiffres retraités		Chiffres retraités et reclassés
	au T3 de 2016	Reclassement		au T3 de 2016	Reclassement	
Produits des activités ordinaires	918 422 \$	(156 335) \$	762 087 \$	2 110 447 \$	(423 995) \$	1 686 452 \$
Coût des ventes	874 730	(156 335)	718 395	1 983 415	(423 995)	1 559 420
Profits nets de change	937	-	937	2 856	-	2 856
Résultat de la période	(43 610)	-	(43 610)	(35 764)	-	(35 764)

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 39 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} OCTOBRE 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

<i>Augmentation (diminution)</i>	Exercice clos le 31 décembre 2015 ¹⁾		
	Chiffres retraités au T3 de 2016	Reclassement	Chiffres retraités et reclassés
Produits des activités ordinaires	2 928 467 \$	(625 691) \$	2 302 776 \$
Coût des ventes	2 767 326	(625 691)	2 141 635
Profits nets de change	4 153	-	4 153
Résultat de la période	(38 205)	-	(38 205)

¹⁾ Inclut le retraitement des chiffres de la Ligne commerciale des produits numismatiques dont il est fait mention à la note 3 annexe aux états financiers consolidés résumés, mais exclut l'autre ajustement de reclassement indiqué à la note 22.

4. PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE RELATIVE AUX ESTIMATIONS ET JUGEMENTS CRUCIAUX

Pour établir ces états financiers consolidés résumés intermédiaires, la direction a dû poser des jugements cruciaux et des hypothèses et faire des estimations qui ont influé sur les montants déclarés de l'actif et du passif, sur la présentation des actifs et passifs éventuels ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges de la période de présentation de l'information financière.

En posant les jugements cruciaux et les hypothèses et en faisant les estimations, la direction s'est fiée aux informations externes et aux conditions observables lorsqu'elle le pouvait et, au besoin, a également procédé à des analyses internes. Les jugements, estimations et hypothèses connexes sont fondés sur les résultats passés et d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels pourraient différer grandement des estimations et hypothèses. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont examinées de façon continue.

Tel qu'il est indiqué dans les états financiers consolidés audités de la Société pour son exercice clos le 31 décembre 2015, les produits sont présentés déduction faite des retours de la part des clients, des rabais et autres remises semblables. Ainsi, la direction doit poser des jugements concernant le taux de retour prévu et la valeur de réalisation nette des articles retournés. Les notes 12 et 13 donnent des détails sur la provision pour retours sur ventes et remises estimés.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

5. APPLICATION D'IFRS NOUVELLES OU RÉVISÉES

5.1 IFRS nouvelles ou révisées qui ont une incidence sur les montants présentés ou indiqués dans les états financiers consolidés

L'International Accounting Standards Board (« IASB ») n'a publié aucune IFRS nouvelle ou révisée qui est entrée en vigueur au cours des 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016 et qui a eu une incidence sur les montants présentés ou indiqués dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

5.2 IFRS nouvelles ou révisées qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur

Il a été établi que les modifications suivantes pourraient avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société dans des périodes futures. La Société est actuellement en voie d'analyser ces modifications et c'est pourquoi l'étendue de l'incidence de leur adoption est encore inconnue. La Société ne prévoit appliquer par anticipation aucune de ces modifications aux IFRS.

IAS 12, Impôts sur le résultat

Une modification d'IAS 12 a été publiée en janvier 2016 relativement à la comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes. La modification est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017.

IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

Une modification d'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, a été publiée en janvier 2016 et précise que les entités doivent fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations des passifs provenant des activités de financement. La modification est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017.

IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »)

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, qui incorpore le classement ainsi que les phases du projet en matière d'évaluation, de la dépréciation et de la comptabilité de couverture du projet afin de remplacer les normes existantes d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La nouvelle norme IFRS 9 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et doit être appliquée de manière rétrospective. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 7, Instruments financiers : informations à fournir (« IFRS 7 »)

Une modification d'IFRS 7 a été publiée en décembre 2011. Elle exige de fournir des informations sur l'application initiale d'IFRS 9, dont la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2018. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective.

Une autre modification d'IFRS 7 a été publiée en novembre 2013. Elle exige de fournir des informations supplémentaires sur la comptabilité de couverture résultant de l'introduction d'une section sur la comptabilité de couverture dans IFRS 9, dont la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2018. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients (« IFRS 15 »)

IFRS 15 a été publiée en mai 2014 et précise la façon dont une entité publiant selon les IFRS comptabilisera les produits et le moment où elle le fera, et exige aussi que l'entité fournisse de meilleures informations pertinentes aux utilisateurs d'états financiers. La norme remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et un certain nombre d'interprétations correspondantes. L'application de la norme est obligatoire pour toutes les entités publiant selon les IFRS et s'applique à presque tous les contrats avec les clients; les principales exceptions étant les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance. En juillet 2015, l'IASB a reporté au 1^{er} janvier 2018 la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 16, Contrats de location

IFRS 16 a été publiée le 13 janvier 2016 et remplacera IAS 17, *Contrats de location*. Selon la nouvelle norme, les contrats de location devront être inscrits au bilan d'une entreprise, ce qui augmentera la visibilité de ses actifs et de ses passifs. IFRS 16 abolit le classement des contrats de location en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement (pour le locataire) et prescrit de traiter tous les contrats de location comme étant de location-financement. Les contrats de location à court terme (moins de 12 mois) et ceux portant sur des actifs de faible valeur (tels les ordinateurs personnels) comporteront une exemption facultative relativement aux nouvelles exigences. La date d'entrée en vigueur de cette nouvelle norme est le 1^{er} janvier 2019. Une adoption anticipée est autorisée (dans la mesure où la norme sur les produits qui a récemment été émise, soit IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, est également adoptée).

6. TRÉSORERIE

	Au	
	1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015
Dollars canadiens	83 594 \$	128 676 \$
Dollars américains	9 135	11 146
Euros	599	954
Total de la trésorerie	93 328 \$	140 776 \$

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

7. CRÉANCES

	Au 1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015
Créances clients et régularisations	16 597 \$	20 632 \$
Provision pour créances douteuses	(13)	(81)
Créances clients, au net	16 584	20 551
Créances diverses	1 510	2 395
Total des créances	18 094 \$	22 946 \$

La Société ne détient aucune garantie eu égard aux créances clients et créances diverses.

8. CHARGES PAYÉES D'AVANCE

	Au 1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015
Total des charges payées d'avance	6 468 \$	4 821 \$

Les charges payées d'avance tiennent compte d'un montant de 4,0 millions de dollars lié à un contrat de prestation de services et d'approvisionnement d'une durée de cinq ans. Ce contrat exige également des paiements anticipés supplémentaires de 2,4 millions de dollars et de 1,6 million le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2018, respectivement. Ces montants seront amortis sur la durée du contrat.

9. STOCKS

	Au 1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015 Chiffres retraités (note 3)
Matières premières et fournitures	21 248 \$	10 976 \$
Travaux en cours	21 433	20 287
Produits finis	44 088	47 792
Total des stocks	86 769 \$	79 055 \$

Pour la période de 39 semaines close le 1^{er} octobre 2016, la Société a inscrit un montant de dépréciation des stocks de 5,8 millions de dollars afin de les ramener à leur valeur nette de réalisation (2,8 millions pour la période de 39 semaines close le 26 septembre 2015).

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

10. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

10.1 Classement et évaluation de la juste valeur des instruments financiers

10.1.1 Classement et techniques d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers

La Société détient des instruments financiers sous forme de trésorerie, de créances, d'actifs dérivés, de fournisseurs et charges à payer, d'emprunts et de passifs dérivés.

La Société a estimé de la façon suivante la juste valeur de ses instruments financiers :

- i) La valeur comptable de la trésorerie, des créances et des fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur approximative en raison de la durée relativement courte de ces instruments financiers.
- ii) La juste valeur des emprunts a été estimée en se fondant sur la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux d'intérêt du marché appropriés à la date respective indiquée.
- iii) La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt est fondée sur les cours du marché à terme estimés ajustés en fonction de la qualité du crédit. La Société prend en compte le risque de contrepartie et son propre risque pour établir la juste valeur des instruments financiers.

Le tableau suivant donne des précisions sur les types d'instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés à la juste valeur.

	Au	
	1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015
Actifs financiers dérivés		
Contrats de change à terme	1 843 \$	756 \$
	1 843 \$	756 \$
Passifs financiers dérivés		
Contrats de change à terme	5 131 \$	14 826 \$
Swaps de taux d'intérêt	673	684
	5 804 \$	15 510 \$

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

10.1.2 Hiérarchie des justes valeurs

Pour les instruments financiers, autres que ceux qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur et dont la juste valeur se rapproche de leur valeur comptable, peu importe qu'ils soient comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière, il est nécessaire de présenter leur juste valeur et de les classer selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées dans leur évaluation :

- Niveau 1 : cours du marché (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : données autres que les cours du marché visés dans le niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif, que ce soit directement (à savoir des cours) ou indirectement (à savoir des dérivés des cours).
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché (données non observables).

L'évaluation de la juste valeur de la trésorerie est classée comme étant au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs au 1^{er} octobre 2016 et au 31 décembre 2015. Les évaluations de la juste valeur de tous les autres instruments financiers détenus par la Société sont classées comme étant au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs au 1^{er} octobre 2016 et au 31 décembre 2015. Il n'y a pas eu de virement d'instruments financiers entre les niveaux au cours des 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016.

10.2 Objectifs et cadre de gestion des risques financiers

L'utilisation d'instruments financiers expose la Société au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché.

Le Conseil d'administration est chargé de la mise en place et de la surveillance du cadre de gestion des risques de la Société. Le Comité de vérification aide le Conseil et est responsable de l'examen, de l'approbation et de la surveillance des politiques de la Société en matière de gestion des risques, dont l'élaboration d'un programme de gestion des risques d'entreprise, qui comprend l'établissement du degré de tolérance aux risques, la détermination et l'évaluation des incidences de divers risques et l'élaboration de plans d'action de gestion des risques visant à atténuer les risques dépassant le degré de tolérance au risque de l'entreprise. Le Comité de vérification rend régulièrement compte de ses activités au Conseil d'administration.

10.2.1 Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte financière si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il se situe surtout dans les créances clients, la trésorerie et les instruments dérivés. La Société a adopté une politique selon laquelle elle ne transige qu'avec des contreparties bien cotées comme moyen d'atténuer le risque d'une perte financière par manquement. L'exposition de la Société et les cotes de crédit des contreparties sont surveillées de manière continue.

La valeur comptable des actifs financiers comptabilisés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires représente l'exposition maximale au risque de crédit.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

10.2.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société gère ce risque en surveillant continuellement les flux de trésorerie actuels et prévus pour s'assurer dans la mesure du possible qu'elle a les liquidités nécessaires pour satisfaire aux obligations qui échoient dans une conjoncture normale ou contraignante, sans subir de pertes inacceptables ni risquer une atteinte à sa réputation.

10.2.3 Risque de marché

Le risque de marché est le risque que des variations des prix du marché, telles les fluctuations des cours de change, des taux d'intérêt ou des prix des marchandises, influent sur le résultat de la Société ou sur la juste valeur de ses instruments financiers.

La Société utilise des dérivés, tels des contrats de change à terme, des accords d'échange de taux d'intérêt, des swaps sur marchandises et des contrats à terme de gré à gré, pour gérer son exposition aux variations des flux de trésorerie attribuables au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque marchandises. La Société achète et vend des dérivés dans le cours normal de ses activités, et toutes ces transactions sont exécutées conformément aux lignes directrices prévues dans les politiques en vigueur. La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change lors des transactions d'achat et de vente réalisées en monnaies étrangères, ce qui englobe essentiellement le dollar américain et l'euro. Elle gère son exposition aux fluctuations des cours de change entre les monnaies étrangères et le dollar canadien en concluant des contrats de change à terme et en appliquant la comptabilité de couverture à certains contrats admissibles afin de minimiser la volatilité du résultat net. Elle a également recours à de tels contrats pour gérer ses besoins de trésorerie généraux.

L'incidence d'une variation du risque de change sur les états financiers consolidés n'est pas importante puisque le montant net de l'exposition aux monnaies étrangères non couverte est négligeable.

Risque de taux d'intérêt

Les actifs financiers et les passifs financiers à taux d'intérêt variable exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. Ce risque n'existe pas dans le cas de la trésorerie parce qu'il n'y a pas de placements à court terme aux dates indiquées. Les emprunts au taux des acceptations bancaires ou sur un swap de taux exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. La Société a couvert l'intégralité de son exposition aux variations des taux d'intérêt liés à ces instruments en concluant des swaps de taux correspondants prévoyant qu'elle paie un taux fixe en retour d'un taux variable. Les swaps de taux d'intérêt sont désignés comme des instruments de couverture selon le modèle de comptabilité de couverture de flux de trésorerie.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Les actifs financiers et les passifs financiers à taux d'intérêt fixe sont assujettis au risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur. La Société ne comptabilise pas ses instruments d'emprunt à taux fixe en tant qu'instruments détenus à des fins de transaction. Une variation des taux d'intérêt à la date de clôture n'influerait donc d'aucune façon sur le résultat net découlant de ces instruments à taux fixe. Les swaps de taux d'intérêt exposent la Société au risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur.

Risque marchandises

La Société achète des métaux précieux qu'elle utilise pour fabriquer ses produits d'investissement et ses pièces numismatiques ainsi que des métaux communs et des alliages dont elle se sert pour produire des pièces de circulation canadiennes et étrangères. Elle réduit le risque que pose la volatilité des cours des métaux en faisant concorder le calendrier de ses achats et de ses ventes, en transférant aux fournisseurs par contrat le risque lié aux prix et en se servant de stratégies de couverture ainsi que des couvertures naturelles que lui procurent ses activités commerciales. L'incidence des variations du risque marchandises sur ses états financiers consolidés est négligeable.

11. IMMOBILISATIONS

11.1 Immobilisations corporelles

La composition de la valeur comptable nette des immobilisations corporelles de la Société est présentée dans les tableaux suivants.

	Au	
	1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015
Coût	413 336 \$	407 413 \$
Cumul des amortissements	(244 759)	(234 816)
Valeur comptable nette	168 577 \$	172 597 \$

Valeur comptable nette par catégorie d'actif

Terrains et améliorations aux terrains	2 920 \$	2 922 \$
Édifices et améliorations	91 402	93 302
Matériel	70 099	73 215
Projets d'immobilisations en cours	4 156	3 158
Valeur comptable nette	168 577 \$	172 597 \$

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 39 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} OCTOBRE 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des immobilisations corporelles au 1^{er} octobre 2016 :

	Terrains et améliorations aux terrains	Édifices et améliorations	Matériel	Projets d'immobilisations en cours	Total
Coût					
Solde au 31 décembre 2014	4 094 \$	150 240 \$	244 968 \$	9 733 \$	409 035 \$
Entrées	-	3 451	7 899	2 890	14 240
Virements	-	2 003	7 462	(9 465)	-
Décomptabilisation	-	-	(11 398)	-	(11 398)
Sorties	-	-	(4 464)	-	(4 464)
Solde au 31 décembre 2015	4 094	155 694	244 467	3 158	407 413
Entrées	-	1 630	1 661	3 355	6 646
Virements	-	176	2 181	(2 357)	-
Sorties	-	(64)	(659)	-	(723)
Solde au 1 ^{er} octobre 2016	4 094 \$	157 436 \$	247 650 \$	4 156 \$	413 336 \$
Cumul des amortissements					
Solde au 31 décembre 2014	955 \$	17 480 \$	148 950 \$	- \$	167 385 \$
Amortissement	(8)	5 622	11 519	-	17 133
Décomptabilisation	-	-	(11 398)	-	(11 398)
Sorties	-	-	(3 213)	-	(3 213)
Dépréciation	225	39 290	25 394	-	64 909
Solde au 31 décembre 2015	1 172	62 392	171 252	-	234 816
Amortissement	2	3 676	6 915	-	10 593
Sorties	-	(34)	(616)	-	(650)
Solde au 1 ^{er} octobre 2016	1 174 \$	66 034 \$	177 551 \$	- \$	244 759 \$
Valeur comptable nette au 1 ^{er} octobre 2016	2 920 \$	91 402 \$	70 099 \$	4 156 \$	168 577 \$

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins le cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Aucun actif n'avait été donné en garantie pour des emprunts au 1^{er} octobre 2016.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

11.2 Immobilisations incorporelles

	Au 1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015
Coût	30 534 \$	29 589 \$
Cumul des amortissements	(17 707)	(14 378)
Valeur comptable nette	12 827 \$	15 211 \$

Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des immobilisations incorporelles au 1^{er} octobre 2016 :

	Logiciels	Échange non monétaire	Projets d'immobi- lisations en cours	Total
Coût				
Solde au 31 décembre 2014	40 546 \$	-	1 019 \$	41 565 \$
Entrées	758	1 362	1 046	3 166
Virements	584	-	(584)	-
Décomptabilisation	(13 780)	(1 362)	-	(15 142)
Solde au 31 décembre 2015	28 108	-	1 481	29 589
Entrées	717	-	228	945
Virements	1 403	-	(1 403)	-
Solde au 1 ^{er} octobre 2016	30 228 \$	- \$	306 \$	30 534 \$
Cumul des amortissements				
Solde au 31 décembre 2014	24 115 \$	-	-	24 115 \$
Amortissement	3 440	1 362	-	4 802
Décomptabilisation	(13 780)	(1 362)	-	(15 142)
Dépréciation	603	-	-	603
Solde au 31 décembre 2015	14 378	-	-	14 378
Amortissement	3 329	-	-	3 329
Solde au 1 ^{er} octobre 2016	17 707 \$	- \$	- \$	17 707 \$
Valeur comptable nette au 1 ^{er} octobre 2016	12 521 \$	- \$	306 \$	12 827 \$

Les immobilisations incorporelles de la Société se composent principalement de logiciels achetés pour un usage interne ou pour la prestation de services aux clients.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

12. PROVISION POUR RACHATS ET RETOURS DE PRODUITS VENDUS À LEUR VALEUR NOMINALE

	Au 1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015 Chiffres retraités (note 3)
Provision pour rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale	175 666 \$	154 616 \$
Récupération de métaux précieux	(47 547)	(31 607)
Provision pour retours et rachats de produits vendus à leur valeur nominale, montant net	128 119 \$	123 009 \$
Moins la partie courante	(3 323)	(3 583)
Provision non courante pour rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale, montant net	124 796 \$	119 426 \$

	1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015 Chiffres retraités (note 3)
Solde d'ouverture	123 009 \$	83 297 \$
Ajouts	19 179	42 532
Rachats et retours	(3 048)	(2 686)
Réévaluation	(11 021)	(134)
Solde de clôture	128 119 \$	123 009 \$

La provision pour rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale représente le montant prévu des sorties de trésorerie advenant que la totalité des pièces vendues à leur valeur nominale soient rachetées ou retournées, ce qui englobe les coûts des rachats et retours, facteur contrebalancé par la teneur en métaux précieux que récupérerait la Monnaie par suite de ces rachats ou retours. La composante récupération de métaux précieux de la provision est fondée sur la valeur marchande de l'argent à chaque date de clôture. La portion courante de la provision est fondée sur les rachats et retours des 12 derniers mois.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

13. FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	Au	
	1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015
	Chiffres retraités (note 3)	
Fournisseurs et charges à payer	48 868 \$	84 516 \$

Les charges à payer au 1^{er} octobre 2016 incluaient une provision d'un montant net de 0,5 million de dollars (0,7 million au 31 décembre 2015) pour les retours sur ventes et remises estimatifs.

14. PRODUITS DIFFÉRÉS

	Au	
	1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015
Paiements anticipés des clients	11 439 \$	8 656 \$
Total des produits différés	11 439 \$	8 656 \$

Les produits différés tiennent compte de paiements anticipés totalisant 6,1 millions de dollars et provenant de pays étrangers.

15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES SOCIAUX

15.1 Prestations de retraite

Pratiquement tous les membres du personnel de la Société sont couverts par le Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime de retraite contributif à prestations définies, constitué en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Autant les employés que la Société doivent verser des cotisations. Le président du Conseil du Trésor fixe les cotisations exigées des employeurs, lesquelles sont un multiple de celles exigées des membres du personnel. La Société a versé des cotisations totalisant 9,0 millions de dollars dans les 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016 (8,8 millions dans les 39 semaines closes le 26 septembre 2015).

15.2 Autres avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre des indemnités de départ aux membres de son personnel ainsi que des avantages de retraite supplémentaires, qui comprennent des avantages postérieurs au départ à la retraite et des prestations d'assurance destinées à certains employés retraités. Les avantages s'accumulent au fur et à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour les gagner. Ces régimes d'avantages n'étant pas capitalisés, ils ne comportent aucun actif et présentent donc un déficit égal à l'obligation au titre des avantages constitués.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

15.3 Autres avantages du personnel à long terme

Les autres avantages à long terme de la Société comprennent des avantages aux membres du personnel qui reçoivent des prestations d'invalidité prolongée, les congés de maladie, les congés spéciaux et les indemnités pour accidents du travail. Ces régimes d'avantages n'étant pas capitalisés, ils ne comportent aucun actif et présentent donc un déficit égal à l'obligation au titre des avantages constitués.

16. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015 Chiffres retraités (note 3)	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015 Chiffres retraités (note 3)
Produits provenant de la vente de biens	550 824 \$	758 149 \$	1 743 063 \$	1 674 912 \$
Produits provenant de la prestation de services	2 979	3 938	8 895	11 540
Total des produits des activités ordinaires	553 803 \$	762 087 \$	1 751 958 \$	1 686 452 \$

Les produits provenant de la vente de biens sont présentés déduction faite du coût des ventes lorsque la Société n'agit pas pour son propre compte dans le cadre de la transaction (« opérations visant des stocks de clients »). Le tableau qui suit renferme un rapprochement du montant brut des produits provenant de la vente de biens et de leur montant net qui est présenté :

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015 Chiffres retraités (note 3)	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015 Chiffres retraités (note 3)
Produits provenant de la vente de biens, montant brut	669 496 \$	914 484 \$	2 197 327 \$	2 098 907 \$
Moins les opérations visant des stocks de clients	(118 672)	(156 335)	(454 264)	(423 995)
Produits provenant de la vente de biens, montant net	550 824 \$	758 149 \$	1 743 063 \$	1 674 912 \$

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 39 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} OCTOBRE 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

17. CHARGES D'AMORTISSEMENT

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015
Amortissement des immobilisations corporelles	3 326 \$	4 504 \$	10 593 \$	13 453 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles	957	1 477	3 329	3 978
Total des charges d'amortissement	4 283 \$	5 981 \$	13 922 \$	17 431 \$

Les charges d'amortissement ont été reclassées dans les charges d'exploitation comme suit :

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015
Coût des ventes	2 810 \$	3 777 \$	8 159 \$	11 250 \$
Frais de marketing et ventes	501	1 534	2 027	3 297
Frais d'administration	972	670	3 736	2 884
Total des charges d'amortissement	4 283 \$	5 981 \$	13 922 \$	17 431 \$

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 39 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} OCTOBRE 2016

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

18. CHARGES DE RÉMUNÉRATION

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015
Inclus dans le coût des ventes				
Rémunération incluant les avantages sociaux à court terme	11 366 \$	13 068 \$	37 791 \$	39 441 \$
Coûts des régimes de retraite	1 208	1 105	4 167	4 069
Avantages sociaux à long terme et avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite	471	485	1 024	1 468
Inclus dans les frais de marketing et ventes				
Rémunération incluant les avantages sociaux à court terme	4 171	4 887	13 944	14 036
Coûts des régimes de retraite	434	428	1 422	1 524
Avantages sociaux à long terme et avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite	123	115	289	342
Inclus dans les frais d'administration				
Rémunération incluant les avantages sociaux à court terme	6 451	8 500	21 676	23 377
Coûts des régimes de retraite	850	967	3 194	3 341
Avantages sociaux à long terme et avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite	382	232	1 149	775
Indemnités de cessation d'emploi	77	85	459	1 843
Total des charges de rémunération et des avantages sociaux	25 533 \$	29 872 \$	85 115 \$	90 216 \$

19. CHARGES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTAL, AU NET

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015
Charges de recherche et développement	1 361 \$	1 568 \$	3 789 \$	4 703 \$
Crédit d'impôts à l'investissement à la recherche scientifique et au développement	(50)	(200)	(450)	(952)
Charges de recherche et développement, au net	1 311 \$	1 368 \$	3 339 \$	3 751 \$

Les charges nettes de recherche et développement sont incluses dans les frais d'administration dans l'état consolidé du résultat global.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

20. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société est liée, sur le plan de la propriété commune, à toutes les entités appartenant au gouvernement du Canada. Elle effectue des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités et aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non liées. Conformément à l'exemption de l'obligation en matière d'informations pour les « entités liées à une autorité publique », la Société est exemptée de certaines dispositions relatives aux informations à fournir d'IAS 24 en ce qui a trait à ses transactions et soldes avec les parties liées suivantes :

- une autorité publique, dont elle est sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable;
- une autre entité qui est une partie liée du fait que les deux entités sont sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable d'une même autorité publique.

Les transactions avec des parties liées qui sont significatives, considérées individuellement ou collectivement, comprennent celles avec le gouvernement du Canada et ses ministères et toutes les sociétés d'État fédérales.

La majorité des transactions avec le gouvernement du Canada l'ont été avec le ministère des Finances et concernaient la production, la gestion et la distribution de pièces de circulation canadiennes, et elles ont été négociées et évaluées à la juste valeur dans le cadre d'un protocole d'entente de trois ans par lequel le prix est convenu annuellement dans le cours normal des activités.

Les transactions conclues avec le ministère des Finances sont présentées ci-dessous :

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015	1 ^{er} octobre 2016	26 septembre 2015
Produits provenant du ministère des Finances	22 890 \$	20 628 \$	69 022 \$	68 059 \$
Au				
	1 ^{er} octobre 2016		31 décembre 2015	
Montant à recevoir du ministère des Finances	(271) \$		8 110 \$	

La majorité des transactions avec des sociétés d'État ont porté sur la vente de produits numismatiques.

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Vu l'application rétrospective d'IAS 16 à la date de transition aux IFRS, soit le 1^{er} janvier 2010, les charges d'amortissement qui ont été imputées au ministère des Finances conformément aux PCGR du Canada, à un taux supérieur aux charges d'amortissement réelles engagées selon IAS 16, ont été ajustées d'un montant de 8,2 millions de dollars à ce moment-là. Ce montant a été inclus dans les fournisseurs et charges à payer à l'état consolidé de la situation financière puisqu'il était remboursable à vue au ministère des Finances. En 2011, la Société a commencé à réduire de 0,5 million de dollars par année les montants facturés au ministère des Finances, et le solde de 5,7 millions de dollars au 1^{er} octobre 2016 (5,7 millions au 31 décembre 2015) sera déduit dans les facturations futures des 11 prochaines années.

21. ENGAGEMENTS, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

21.1 Baux sur métaux précieux

Afin de faciliter la production de pièces de métaux précieux et de gérer les risques associés aux variations de prix des métaux, la Société peut conclure des accords au titre de contrats d'approvisionnement à prix ferme et des baux sur métaux précieux. Au 1^{er} octobre 2016, la Société avait des engagements d'achat de métaux précieux de 12,6 millions de dollars (47,0 millions au 31 décembre 2015).

À la clôture de la période, la Société avait conclu des baux sur métaux précieux comme suit :

Onces	Au	
	1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2015
Or	163 212	321 747
Argent	10 497 733	6 746 665
Palladium	6 494	8 594
Platine	18 727	13 042

Les frais de location sont fondés sur la valeur de marché. Les paiements au titre des baux sur métaux précieux comptabilisés en charges dans les 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016 se sont élevés à 5,0 millions de dollars (3,3 millions dans les 39 semaines closes le 26 septembre 2015). La valeur des métaux visés par ces baux n'apparaît pas aux états financiers consolidés de la Société, car elle a l'intention de les régler par la prise de possession ou l'expédition des métaux en question.

21.2 Engagements sur métaux communs

Afin de faciliter la production de pièces de circulation et de collection (pour le Canada et d'autres pays) et de gérer ses risques financiers associés aux variations des prix des métaux, la Société peut conclure des contrats d'approvisionnement à prix ferme. Au 1^{er} octobre 2016, la Société avait des engagements d'achat de 15,8 millions de dollars (22,5 millions au 31 décembre 2015).

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

21.3 Garanties commerciales et bancaires

La Société détient diverses garanties bancaires et commerciales liées à la production à forfait de pièces étrangères. Les garanties ont été émises dans le cours normal des activités, et elles ont été accordées par diverses institutions financières qui offrent à la Société des lignes de crédit de soutien. La durée maximale des garanties de bonne fin est généralement de un an, selon le contrat visé, tandis que la durée maximale des garanties de soumission est de cinq ans. En règle générale, la durée des garanties de soumission est inférieure à trois mois, selon la durée de la période de soumission relative au contrat visé. La durée des divers contrats visés par les garanties de soumission ou de bonne fin varie normalement de un à deux ans. Les paiements susceptibles de devenir exigibles aux termes des engagements précités feraient suite à l'inexécution d'un contrat par la Monnaie. La Société ne prévoit pas devoir verser de paiements d'importance dans l'avenir. Au 1^{er} octobre 2016, le montant maximal des paiements futurs susceptibles de devenir exigibles aux termes des garanties de soumission et de bonne fin était de 9,6 millions de dollars (14,4 millions au 31 décembre 2015).

21.4 Autres engagements et garanties

La Société peut emprunter au Trésor ou à toute autre source, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances quant à la période et aux conditions de l'emprunt. Depuis mars 1999, suivant l'entrée en vigueur des modifications à la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, l'ensemble des montants empruntés et non remboursés ne doit à aucun moment dépasser 75 millions de dollars. En date du 1^{er} octobre 2016, les emprunts à court terme approuvés dans ce contexte et destinés au fonds de roulement ne devaient pas dépasser 25 millions de dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains.

Pour répondre à ces besoins éventuels d'emprunts à court terme qui peuvent être nécessaires de temps à autre, la Société détient avec plusieurs institutions financières canadiennes diverses lignes de crédit commerciales non garanties et prévoyant des emprunts pour une durée maximale de 364 jours à des taux négociés. Aucune de ces lignes de crédit n'avait été utilisée au 1^{er} octobre 2016 ou au 26 septembre 2015.

Au 1^{er} octobre 2016, la Société s'était engagée à consacrer environ 3,2 millions de dollars à des projets d'immobilisations (4,3 millions au 31 décembre 2015).

Le total estimé des engagements minimums futurs qui subsistent est indiqué ci-dessous.

(en milliers de \$ CA)	2016	2017	2018	2019	2020	2021 et par la suite	Total
Contrats de location simple	2 161 \$	4 398 \$	4 335 \$	2 229 \$	1 998 \$	7 536 \$	22 657 \$
Autres engagements (aucun contrat de location)	28 297	5 913	3 560	1 799	1 072	738	41 379
Total	30 458 \$	10 311 \$	7 896 \$	4 028 \$	3 071 \$	8 274 \$	64 036 \$

(Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Il existe diverses créances légales contre la Société. Celles qui sont incertaines en termes d'issue ou de sortie potentielle ou qui ne peuvent pas être évaluées sont considérées comme des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société. Au 1^{er} octobre 2016, les fournisseurs et charges à payer tenaient compte d'une provision de 0,7 million de dollars pour une obligation éventuelle de nature juridique (0,7 million au 31 décembre 2015). Le montant et le moment du règlement de la provision sont incertains.

22. RECLASSEMENT

Dans le présent exercice, la Société a modifié le classement de certaines charges figurant dans l'état consolidé du résultat global, les faisant passer des frais d'administration au coût des ventes afin de refléter plus fidèlement leur nature. Les montants correspondants indiqués pour la période comparative ont été reclassés afin d'en assurer la cohérence.

Comme les montants concernent des éléments qui ont trait aux activités d'exploitation et qui ont été reclassés dans l'état consolidé du résultat global, leur reclassement n'a eu aucune incidence sur l'état consolidé de la situation financière.

23. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Retour des activités de monnayage canadiennes à un modèle à but lucratif

Le 25 octobre 2016, le ministre des Finances a déposé le projet de loi C-29, *Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures*. Plus particulièrement, cette loi amende la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* de sorte que la Monnaie puisse prévoir la réalisation de bénéfices relativement à la fourniture de la totalité de ses marchandises ou services et supprime l'exigence selon laquelle il lui est interdit d'avoir en vue la réalisation de bénéfices relativement à la fourniture de marchandises ou de services à Sa Majesté du chef du Canada.

Le projet de loi C-29 a reçu la sanction royale le 15 décembre 2016. Ainsi, à cette date, la Monnaie a commencé à constater des bénéfices provenant de la fourniture de marchandises ou de services à Sa Majesté du chef du Canada.

La Monnaie s'attend d'arriver à une entente avec le ministère des Finances concernant un protocole d'entente mis à jour et régissant la fourniture de services et produits de circulation au début de 2017.

Abolition graduelle du programme de produits vendus à leur valeur nominale

Après cinq années à fidéliser de nouveaux clients et à assurer la croissance de sa Ligne commerciale des produits numismatiques par voie de son programme de produits vendus à leur valeur nominale, la Monnaie change la façon dont elle initiera ses futurs clients à la numismatique, ce qui signifie que, depuis le 1^{er} janvier 2017, la Monnaie n'offre plus de pièces vendues à leur valeur nominale.